

Service Protection de l'Environnement
9 rue de la Grenouillère
01012 Bourg-En-Bresse Cédex
ddpp-environnement@ain.gouv.fr

Bourg-En-Bresse, le 13/03/2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Partie nominative

AGRIPORC'AIN

961 Route de Bévy
01340 Marsonnas

Affaire suivie par : Christine BRAZIER
Téléphone : 04 74 42 09 43
Courriel : ddpp-environnement@ain.gouv.fr
Références : courrier départ n°2026-01165
Code AIOT : 0050100465

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 12/03/2026 de l'établissement AGRIPORC'AIN implanté 961 Route de Bévy 01340 Marsonnas dans le cadre du plan de programmation annuel de l'inspection des ICPE. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Christine BRAZIER, Service Protection de l'Environnement, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

M. Bastien FERRET : Exploitant

Mme Viviane PUTET : inspectrice du service Santé et Protection Animales de la DDPP de l'Ain

Le courriel d'échange avec l'administration est : agriporcain@outlook.fr.

Rédacteur	Vérificateur / Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Pour le directeur départemental, le chef du service Protection de l'Environnement,
BRAZIER Christine	Marie-Madeleine RICHER

Rapport de l'inspection des installations classées **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 12/03/2026 de l'établissement AGRIPORC'AIN implanté 961 Route de Bévy 01340 Marsonnas, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions listées ci-après.

Il ressort de la visite qu'aucun changement n'a été apporté aux installations depuis la reprise par la SCEA AGRIPORC'AIN. Par contre, la visite a mis en évidence plusieurs points de contrôle non conformes en particulier sur le volet sécurité incendie, avec l'absence des contrôles des installations électriques et des extincteurs. Sur le plan documentaire, la mise en place ou l'actualisation de documents ainsi que les enregistrements associés à ces documents demeurent insuffisants, d'autant plus qu'ils sont connus de l'exploitant dans le cadre de l'exploitation d'autres sites.

Après un bilan synthétique des constats au paragraphe 2-2 avec les échéances éventuelles, vous retrouverez le détail des mesures correctives demandées pour chaque constat au paragraphe 2-4, au niveau de la ligne intitulée « Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat » de chaque constat. Les constats sont groupés par grande thématique.

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** ou de transmettre les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc) prouvant la mise en œuvre des actions correctives, dans le but d'une mise en conformité sous les délais rappelés ci-dessous.

Sous un délai maximum de 1 mois :

- **Recensement des risques**
- Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 8
- **Nature et risques des produits**
- Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 9
- **Propreté – Insectes – Rongeurs**
- Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 10
- **Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**
- Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 18
- **Collecte et stockage des effluents**
- Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 23-I
- **Cahier d'épandage**
- Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 37
- **Déchets et sous-produits animaux** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 34

Sous un délai maximum de 2 mois :

- **Moyens de lutte contre l'incendie**
- Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 13
- **Installations électriques et techniques – Plans – FDS**
- Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 14

Dans l'hypothèse où vous n'avez pas fait d'observation sur les constats établis dans le rapport, et où l'action corrective ne serait pas réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Service Protection de l'Environnement
9 rue de la Grenouillère
01012 Bourg-En-Bresse Cédex

Bourg-En-Bresse, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRIPORC'AIN

961 Route de Bévy
01340 Marsonnas

Références : courrier départ n°2026-01165
Code AIOT : 0050100465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement AGRIPORC'AIN implanté 961 Route de Bévy 01340 Marsonnas. L'inspection a été annoncée le 25/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIPORC'AIN
- 961 Route de Bévy 01340 Marsonnas
- Code AIOT : 0050100465
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été autorisé pour un élevage de porcs au nom de la SCEA SARA par arrêté préfectoral du 08 mars 1994 modifié par les prescriptions complémentaires des arrêtés préfectoraux du 15 mars 2006 et du 30 juillet 2020 pour un élevage de 1876 animaux-équivalents porcs (1760 PS et 580 PS). En 2024, la SCEA SARA a été reprise et est devenue la SCEA AGRIPORC'AIN.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
12	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
13	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Demande d'action corrective	1 mois
15	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	1 mois
16	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation	AP Complémentaire du 30/07/2020, article 1er	Sans objet
2	Caractéristiques des installations	AP Complémentaire du 30/07/2020, article 2.3.1	Sans objet
3	Caractéristiques des installations	AP Complémentaire du 30/07/2020, article 2.3.2	Sans objet
5	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie	AP Complémentaire du 30/07/2020, article 2.5	Sans objet
11	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
14	Règle d'exploitation – Epandage	AP Complémentaire du 30/07/2020, article 2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite qu'aucun changement n'a été apporté aux installations depuis la reprise par la SCEA AGRIPORC'AIN. Par contre, la visite a mis en évidence plusieurs points de contrôle non conformes en particulier sur le volet sécurité incendie, avec l'absence des contrôles des installations électriques et des extincteurs. Sur le plan documentaire, la mise en place ou l'actualisation de documents ainsi que les enregistrements associés à ces documents demeurent insuffisants, d'autant plus qu'ils sont connus de l'exploitant dans le cadre de l'exploitation d'autres sites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2020, article 1er
Thème(s) : Élevage, Rubriques
Prescription contrôlée :
La SCEA SARA est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de MARSONNAS au lieu-dit « Bévy » (parcelles cadastrales AL n°76, 79, 82 et 83) les installations répertoriées dans le

tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Volume d'activité	Régime
2102-1	Porcs (activité d'élevage, vente, transit, ...etc) en stabulation ou en plein air : 1 - Installations détenant plus de 450 animaux- équivalents	1876 animaux-équivalents porcs soit 580 porcelets post sevrage et 1760 porcs charcutiers	E

E : (enregistrement)

Constats :

Effectifs présents ce jour : 1182 PC + 580 PS

Vu enregistrement des effectifs sur application informatique.
Vu également fiches en format papier du suivi des lots.

Effectifs conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractéristiques des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2020, article 2.3.1

Thème(s) : Élevage, Bâtiments

Prescription contrôlée :

Bâtiment	Fonction du bâtiment	Type d'animaux	Nombre de places	Logement	Alimentation
P1	Salle de tri et d'attente avant l'embarquement	Porcs charcutiers		Caillebotis partiel	Au sol avec abreuvoirs
P2	Engraissement	Porcs charcutiers	432	Caillebotis intégral	Soupe
P3	Post-sevrage	Porcelets	580	Caillebotis intégral	Nourrisseur
P4	Engraissement	Porcs charcutiers	720	Caillebotis intégral	Soupe
P5	Engraissement	Porcs charcutiers	576	Caillebotis intégral	Soupe

Constats :

Pas de changement dans les installations.
Vu l'extérieur des bâtiments et vu une salle du bâtiment PS.
Vu local soupe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Caractéristiques des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2020, article 2.3.2

Thème(s) : Élevage, Stockage des effluents

Prescription contrôlée :

Ouvrages de stockage	Effluents	Capacité utile
PF2	Lisier de porcs	132,8 m³
PF3		105,0 m³
PF4		228,8 m³
PF 5		416,7 m³
STO1		40,0 m³
STO2		994,0 m³
STO3		994,0 m³
TOTAL		2911,3 m³

Les ouvrages de stockage permettent un stockage de la totalité des effluents d'élevage pendant une durée supérieure à 4 mois. Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

Constats :

Pas de changement dans les organes de stockage depuis la reprise du site.
Vu les fosses aériennes couvertes et vu la fosse de reprise (STO1) avec grillage de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
Constats : Vu plan du site avec recensement des risques incomplet : chaudière et cuve de fioul, cuve de fioul du groupe électrogène, poste de carburant, engrais, photovoltaïques sur toit... non recensés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Actualiser le plan des risques et disposer d'un exemplaire rapidement accessible à présenter au services des incendies et secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Site avec accessibilité et circulation entre les bâtiments. Présence d'un parking réservé aux véhicules des visiteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2020, article 2.5
Thème(s) : Élevage, DECI
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un poteau incendie enregistré sous le n°55 dans la base de données départementale des PEI. Il est situé à l'entrée du site et à moins de 200 mètres du bâti. Son débit supérieur à 60 m³/heure durant 2 heures permet de couvrir les besoins en eau du site évalués à 120 m³.
Constats : Présence du PI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
Constats : Présence d'extincteurs sur le site qui ne présentent pas de dates récentes de contrôle (2017 au mieux). L'exploitant ne peut pas présenter de justificatifs d'un contrôle des extincteurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire réaliser le contrôle des extincteurs et transmettre le justificatif à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : <u>Installations électriques :</u> L'exploitant ne connaît pas la date du dernier contrôle et ne peut pas présenter un rapport. <u>Installations gaz :</u> Pas d'installations <u>Groupe électrogène :</u> Des essais de fonctionnement sont réalisés régulièrement (2 mois) et un entretien annuel est effectué par l'exploitant.

Absence d'enregistrement des opérations de suivi et d'entretien.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire réaliser le contrôle des installations électriques et transmettre le rapport à l'inspection des installations classées. Réaliser les mesures correctives le cas échéant et mettre en place un enregistrement des mesures réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Nature et risques des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
Constats : Absence des fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés pour l'élevage (TH5, aquagerme, raticide).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Disposer des FDS des produits utilisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : <u>Rongeurs :</u> Dératisation réalisée par l'exploitant. Absence de plan avec l'emplacements des appâts. Absence d'enregistrement des opérations de traitement. Vu cadavres de souris.

<u>Insectes :</u> Pas de problème d'après l'exploitant. Pas de traitement du lisier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place les documents nécessaires (plan et enregistrement) pour assurer une traçabilité des traitements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Vu cuve de fioul double paroi de 2000 l pour le chauffage du bâtiment PS. Vu bidon d'aquagerme en cours d'utilisation dans local avec sol bétonné et seuil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
Constats : Prélèvement sur le réseau AEP. Vu sur support informatique la consommation d'eau en cours. Absence de relevés mensuels de la consommation. Elle est estimée par l'exploitant à une moyenne de 140 m³/mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place un enregistrement mensuel de la consommation en eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Absence de plan des réseaux de collecte. L'exploitant explique les circuits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Etablir le plan des réseaux de collecte des effluents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Règle d'exploitation – Epannage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2020, article 2.4.1
Thème(s) : Élevage, Plan d'épandage
Prescription contrôlée :

Les effluents de l'élevage sont traités par épandage sur des terres agricoles conformément au plan d'épandage mis à jour en décembre 2019. La surface utile agricole (SAU) est de 183,15 ha. La surface potentiellement épandable (SPE) calculée avec une distance de 100 mètres des tiers est de 146,45 ha . La SAU propre à la SCEA SARA est complétée par des terres mise à disposition. La liste des prêteurs de terre est la suivante : • SCEA De La Valette à Saint Didier d'Aussiat • PERRET Dominique à Dommartin • GOYARD Christophe à Marsonnas Les communes concernées par le plan d'épandage sont Marsonnas, Dommartin et Saint Sulpice. Certaines parcelles du plan d'épandage situées sur les sections cadastrales AB, AC, AE et AN de la commune de Marsonnas sont situées en zone vulnérable depuis 2007. Elle représente une surface de SAU totale de 24,49 hectares. La liste des parcelles du plan d'épandage est jointe ne annexe. Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.
Constats : Vu le plan d'épandage de 2019. Pas de modification du plan.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues. 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article « 27.2 » et les surfaces effectivement épandues est assurée. 3. Les dates d'épandage. 4. La nature des cultures. 5. Les rendements des cultures. 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral. 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement. 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé sont considérés remplir aux obligations définies au présent article à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats : Vu cahier d'enregistrement des épandages réalisés sur les terres en propre pour la campagne 2025-2026. Enregistrement des dates, surfaces, cultures, exploitation, nom de la parcelle, volume. Pas de reprises réalisées par les repreneurs car pas assez de lisier : Diminution du volume de lisier produit suite à certains ajustements du régime alimentaire. Absence de modèle de bordereaux de reprise en cas de reprise par les repreneurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Disposer de bordereaux de reprise du lisier en prévision des prochains épandages chez les repreneurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets « ou les volailles » par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : <u>Déchets Vétérinaires :</u> Ils sont regroupés dans un conteneur spécifique et repris par la clinique vétérinaire Du CLAIR MATIN. Pas de justificatif de présenté. <u>Autres :</u> les bidons des produits sont repris dans le cadre des opérations de collectes ADIVALOR. L'exploitant ne peut pas présenter de justificatifs. <u>Cadavres :</u> Vu zone d'équarrissage en dehors de la zone d'élevage cachée par une haie. Présence d'une cloche et d'un bac d'équarrissage. Enlèvement des cadavres réalisé par PROVALT.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre les justificatifs des enlèvements des déchets vétérinaires et des bidons à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois